



Déclaration liminaire du CSA SPIP de Saône-et-Loire du 27 mars 2025.

Chalon-sur-Saône, le 27 mars 2025

Monsieur le Président,

L'UFAP UNSa Justice tient à ouvrir cette première séance du Comité Social d'Administration de l'année en rappelant que travailler en SPIP, c'est accompagner, contrôler, prévenir la récidive. Ce sont des missions essentielles de l'administration pénitentiaire. Pourtant, nos conditions de travail et notre reconnaissance statutaire ne sont pas à la hauteur des enjeux. Que vaut notre engagement si l'administration elle-même refuse de le reconnaître ?

Un budget insuffisant pour répondre aux besoins du terrain.

Le budget de l'administration pénitentiaire, et notamment celui alloué aux SPIP n'est pas suffisant. Les services doivent composer avec des moyens dérisoires pour assurer leurs missions. Cette situation engendre des conditions de travail dégradées, des équipements vétustes. Au SPIP 71, ça se voit dans les carences RH chez les personnels administratifs (PA) des trois antennes, les problèmes de sécurité dans les antennes de Mâcon et Chalon-sur-Saône (électricité à revoir, sas qui dysfonctionnent, véhicules vétustes non réparés, ...) et toujours pas de locaux meublés pour le milieu fermé. **Nous demandons des engagements concrets et un effort budgétaire** à la hauteur des enjeux sécuritaires et humains dans notre service.

Une carence en ressources humaines inacceptable chez les personnels administratifs :

La pénurie de personnels administratifs est un problème criant. Ces agents, véritables chevilles ouvrières de l'institution, sont constamment mis sous pression pour compenser un manque d'effectifs qui devient structurel. **L'UFAP UNSa Justice exige des recrutements rapides et adaptés** afin de garantir la continuité du service et d'éviter l'épuisement des personnels en place, surtout si tous les postes ne sont pas pourvus à l'issue de la mobilité. Il est primordial que le nombre de PA soit en adéquation avec le nombre de suivis. A Chalon, deux PA, aussi investies soit elles, ne suffisent pas vu le nombre de personnes suivies par le service. En attendant, nous attendons de votre part, que le mode dégradé soit en adéquation avec la réalité de leur quotidien. Que l'équité entre toutes les catégories d'agents soit faite, que l'équilibre vie professionnelle-vie privée soit préservé.

Absence de direction sur le milieu fermé : un vide préjudiciable

Nous dénonçons également l'absence de direction sur le milieu fermé, une situation qui engendre une perte de repères pour les agents, un manque de coordination et des difficultés organisationnelles majeures. Nous entendons que votre adjointe travaille sur deux postes à la fois, en assurant un intérim en milieu fermé. Il est impératif qu'une solution avec plus de présentiel à Varennes soit trouvée au plus vite afin de rétablir une gestion claire et efficace vis-à-vis des agents.

Des locaux livrés mais toujours inexploitable : une aberration !

Depuis trois mois, de nouveaux locaux ont été livrés pour le milieu fermé, et pourtant, les agents ne peuvent toujours pas les intégrer faute de mobilier. Cette situation est totalement inadmissible et nuit gravement aux conditions de travail des personnels. **Comment justifier que des espaces neufs et attendus restent vides**

aussi longtemps, alors que les agents travaillent dans des conditions précaires ? **L'UFAP UNSa Justice exige que les équipements nécessaires soient fournis au plus vite** ou qu'une solution transitoire soit décidée afin que ces locaux puissent être utilisés sans plus tarder.

Journée départementale et journée de cohésion : une nécessité pour les agents

Face à ces difficultés, une équipe de direction totalement renouvelée depuis un an, il est essentiel de permettre aux agents de souffler et de renforcer la cohésion des équipes. **L'UFAP UNSa Justice soutient pleinement l'organisation d'une journée départementale** dédiée aux échanges et à la concertation entre les personnels, **ainsi qu'une journée de cohésion, indispensable pour renforcer l'esprit d'équipe et le bien-être des agents**. Nous demandons que ces initiatives soient mises en place rapidement avec le soutien de l'administration.

Cette demande est remontée sur les trois antennes de façon unanime lors de notre visite, le 25 mars.

Label qualité en SPIP : un label « quantité » ni plus, ni moins !

L'administration pénitentiaire affiche une volonté de déployer un label qualité au sein des SPIP. La délégation des compétences de la Justice à des associations est loin de garantir un service public gratuit, impartial et équitable. Ce label n'est clairement pas un gage de qualité, l'administration attribuant elle-même ses labels sans contrôle d'un organisme extérieur. Quand on voit que la Sous-direction de l'Insertion et Probation (SDIP) de la DAP décrit ce label comme de « faible ambition », nous sommes en droit de douter du bien fondé de cette démarche.

L'UFAP UNSa Justice luttera toujours contre la privatisation de nos missions !

Une sécurité statique indispensable en milieu ouvert

Le public contraint en milieu ouvert a profondément évolué ces dernières années, avec une augmentation préoccupante des comportements violents à l'encontre des personnels. Pourtant, les dispositifs de sécurité n'ont pas suivi cette évolution. Il est impératif que l'administration pénitentiaire s'adapte sans délai en mettant en place des mesures de **sécurité statique, adaptées aux risques actuels**. Nos collègues ne peuvent plus continuer à exercer leurs missions dans des conditions où leur intégrité physique est mise en danger quotidiennement.

L'UFAP UNSa Justice exige des réponses claires et des moyens concrets pour garantir leur protection.

La prestation de serment ou comment toujours plus asservir nos collègues !

Pour l'UFAP Unsa Justice, la prestation de serment n'est qu'une mise en scène pour mieux contrôler les agents, et pouvoir en user, au besoin, dans le cadre de la procédure disciplinaire. Les agents sont déjà soumis au code de déontologie depuis 2011. Dans un cadre de surpopulation pénale historique, et de carence en effectifs, l'administration pénitentiaire met en permanence les personnels en danger. Cette nouvelle prestation de serment vient juste protéger l'inertie de l'Etat et va encore mobiliser les agents pour un effet de manche. Est-ce vraiment la priorité, alors que le professionnalisme, l'engagement quotidien de l'ensemble des personnels pénitentiaires n'est plus à démontrer et que les carences en déontologie ne sont pas du côté des agents mais bien de notre administration ?

En conclusion, l'UFAP UNSa Justice ne cessera de défendre les intérêts des agents et de dénoncer les carences qui nuisent au bon fonctionnement des services. Nous attendons de cette instance des réponses claires, et des engagements concrets.

Nous vous remercions pour votre attention.

Les représentants UFAP UNSa Justice au CSA SPIP 71.



Déclaration liminaire du CSA SPIP de Saône-et-Loire du 27 mars 2025.

Chalon-sur-Saône, le 27 mars 2025

Monsieur le Président,

L'UFAP UNSa Justice tient à ouvrir cette première séance du Comité Social d'Administration de l'année en rappelant que travailler en SPIP, c'est accompagner, contrôler, prévenir la récidive. Ce sont des missions essentielles de l'administration pénitentiaire. Pourtant, nos conditions de travail et notre reconnaissance statutaire ne sont pas à la hauteur des enjeux. Que vaut notre engagement si l'administration elle-même refuse de le reconnaître ?

Un budget insuffisant pour répondre aux besoins du terrain.

Le budget de l'administration pénitentiaire, et notamment celui alloué aux SPIP n'est pas suffisant. Les services doivent composer avec des moyens dérisoires pour assurer leurs missions. Cette situation engendre des conditions de travail dégradées, des équipements vétustes. Au SPIP 71, ça se voit dans les carences RH chez les personnels administratifs (PA) des trois antennes, les problèmes de sécurité dans les antennes de Mâcon et Chalon-sur-Saône (électricité à revoir, sas qui dysfonctionnent, véhicules vétustes non réparés, ...) et toujours pas de locaux meublés pour le milieu fermé. **Nous demandons des engagements concrets et un effort budgétaire** à la hauteur des enjeux sécuritaires et humains dans notre service.

Une carence en ressources humaines inacceptable chez les personnels administratifs :

La pénurie de personnels administratifs est un problème criant. Ces agents, véritables chevilles ouvrières de l'institution, sont constamment mis sous pression pour compenser un manque d'effectifs qui devient structurel. **L'UFAP UNSa Justice exige des recrutements rapides et adaptés** afin de garantir la continuité du service et d'éviter l'épuisement des personnels en place, surtout si tous les postes ne sont pas pourvus à l'issue de la mobilité. Il est primordial que le nombre de PA soit en adéquation avec le nombre de suivis. A Chalon, deux PA, aussi investies soit elles, ne suffisent pas vu le nombre de personnes suivies par le service. En attendant, nous attendons de votre part, que le mode dégradé soit en adéquation avec la réalité de leur quotidien. Que l'équité entre toutes les catégories d'agents soit faite, que l'équilibre vie professionnelle-vie privée soit préservé.

Absence de direction sur le milieu fermé : un vide préjudiciable

Nous dénonçons également l'absence de direction sur le milieu fermé, une situation qui engendre une perte de repères pour les agents, un manque de coordination et des difficultés organisationnelles majeures. Nous entendons que votre adjointe travaille sur deux postes à la fois, en assurant un intérim en milieu fermé. Il est impératif qu'une solution avec plus de présentiel à Varennes soit trouvée au plus vite afin de rétablir une gestion claire et efficace vis-à-vis des agents.

Des locaux livrés mais toujours inexploitable : une aberration !

Depuis trois mois, de nouveaux locaux ont été livrés pour le milieu fermé, et pourtant, les agents ne peuvent toujours pas les intégrer faute de mobilier. Cette situation est totalement inadmissible et nuit gravement aux conditions de travail des personnels. **Comment justifier que des espaces neufs et attendus restent vides**

aussi longtemps, alors que les agents travaillent dans des conditions précaires ? **L'UFAP UNSa Justice exige que les équipements nécessaires soient fournis au plus vite** ou qu'une solution transitoire soit décidée afin que ces locaux puissent être utilisés sans plus tarder.

Journée départementale et journée de cohésion : une nécessité pour les agents

Face à ces difficultés, une équipe de direction totalement renouvelée depuis un an, il est essentiel de permettre aux agents de souffler et de renforcer la cohésion des équipes. **L'UFAP UNSa Justice soutient pleinement l'organisation d'une journée départementale** dédiée aux échanges et à la concertation entre les personnels, **ainsi qu'une journée de cohésion, indispensable pour renforcer l'esprit d'équipe et le bien-être des agents**. Nous demandons que ces initiatives soient mises en place rapidement avec le soutien de l'administration.

Cette demande est remontée sur les trois antennes de façon unanime lors de notre visite, le 25 mars.

Label qualité en SPIP : un label « quantité » ni plus, ni moins !

L'administration pénitentiaire affiche une volonté de déployer un label qualité au sein des SPIP. La délégation des compétences de la Justice à des associations est loin de garantir un service public gratuit, impartial et équitable. Ce label n'est clairement pas un gage de qualité, l'administration attribuant elle-même ses labels sans contrôle d'un organisme extérieur. Quand on voit que la Sous-direction de l'Insertion et Probation (SDIP) de la DAP décrit ce label comme de « faible ambition », nous sommes en droit de douter du bien fondé de cette démarche.

L'UFAP UNSa Justice luttera toujours contre la privatisation de nos missions !

Une sécurité statique indispensable en milieu ouvert

Le public contraint en milieu ouvert a profondément évolué ces dernières années, avec une augmentation préoccupante des comportements violents à l'encontre des personnels. Pourtant, les dispositifs de sécurité n'ont pas suivi cette évolution. Il est impératif que l'administration pénitentiaire s'adapte sans délai en mettant en place des mesures de **sécurité statique, adaptées aux risques actuels**. Nos collègues ne peuvent plus continuer à exercer leurs missions dans des conditions où leur intégrité physique est mise en danger quotidiennement.

L'UFAP UNSa Justice exige des réponses claires et des moyens concrets pour garantir leur protection.

La prestation de serment ou comment toujours plus asservir nos collègues !

Pour l'UFAP Unsa Justice, la prestation de serment n'est qu'une mise en scène pour mieux contrôler les agents, et pouvoir en user, au besoin, dans le cadre de la procédure disciplinaire. Les agents sont déjà soumis au code de déontologie depuis 2011. Dans un cadre de surpopulation pénale historique, et de carence en effectifs, l'administration pénitentiaire met en permanence les personnels en danger. Cette nouvelle prestation de serment vient juste protéger l'inertie de l'Etat et va encore mobiliser les agents pour un effet de manche. Est-ce vraiment la priorité, alors que le professionnalisme, l'engagement quotidien de l'ensemble des personnels pénitentiaires n'est plus à démontrer et que les carences en déontologie ne sont pas du côté des agents mais bien de notre administration ?

En conclusion, l'UFAP UNSa Justice ne cessera de défendre les intérêts des agents et de dénoncer les carences qui nuisent au bon fonctionnement des services. Nous attendons de cette instance des réponses claires, et des engagements concrets.

Nous vous remercions pour votre attention.

Les représentants UFAP UNSa Justice au CSA SPIP 71.



Déclaration liminaire du CSA SPIP de Saône-et-Loire du 27 mars 2025.

Chalon-sur-Saône, le 27 mars 2025

Monsieur le Président,

L'UFAP UNSa Justice tient à ouvrir cette première séance du Comité Social d'Administration de l'année en rappelant que travailler en SPIP, c'est accompagner, contrôler, prévenir la récidive. Ce sont des missions essentielles de l'administration pénitentiaire. Pourtant, nos conditions de travail et notre reconnaissance statutaire ne sont pas à la hauteur des enjeux. Que vaut notre engagement si l'administration elle-même refuse de le reconnaître ?

Un budget insuffisant pour répondre aux besoins du terrain.

Le budget de l'administration pénitentiaire, et notamment celui alloué aux SPIP n'est pas suffisant. Les services doivent composer avec des moyens dérisoires pour assurer leurs missions. Cette situation engendre des conditions de travail dégradées, des équipements vétustes. Au SPIP 71, ça se voit dans les carences RH chez les personnels administratifs (PA) des trois antennes, les problèmes de sécurité dans les antennes de Mâcon et Chalon-sur-Saône (électricité à revoir, sas qui dysfonctionnent, véhicules vétustes non réparés, ...) et toujours pas de locaux meublés pour le milieu fermé. **Nous demandons des engagements concrets et un effort budgétaire** à la hauteur des enjeux sécuritaires et humains dans notre service.

Une carence en ressources humaines inacceptable chez les personnels administratifs :

La pénurie de personnels administratifs est un problème criant. Ces agents, véritables chevilles ouvrières de l'institution, sont constamment mis sous pression pour compenser un manque d'effectifs qui devient structurel. **L'UFAP UNSa Justice exige des recrutements rapides et adaptés** afin de garantir la continuité du service et d'éviter l'épuisement des personnels en place, surtout si tous les postes ne sont pas pourvus à l'issue de la mobilité. Il est primordial que le nombre de PA soit en adéquation avec le nombre de suivis. A Chalon, deux PA, aussi investies soit elles, ne suffisent pas vu le nombre de personnes suivies par le service. En attendant, nous attendons de votre part, que le mode dégradé soit en adéquation avec la réalité de leur quotidien. Que l'équité entre toutes les catégories d'agents soit faite, que l'équilibre vie professionnelle-vie privée soit préservé.

Absence de direction sur le milieu fermé : un vide préjudiciable

Nous dénonçons également l'absence de direction sur le milieu fermé, une situation qui engendre une perte de repères pour les agents, un manque de coordination et des difficultés organisationnelles majeures. Nous entendons que votre adjointe travaille sur deux postes à la fois, en assurant un intérim en milieu fermé. Il est impératif qu'une solution avec plus de présentiel à Varennes soit trouvée au plus vite afin de rétablir une gestion claire et efficace vis-à-vis des agents.

Des locaux livrés mais toujours inexploitable : une aberration !

Depuis trois mois, de nouveaux locaux ont été livrés pour le milieu fermé, et pourtant, les agents ne peuvent toujours pas les intégrer faute de mobilier. Cette situation est totalement inadmissible et nuit gravement aux conditions de travail des personnels. **Comment justifier que des espaces neufs et attendus restent vides**

aussi longtemps, alors que les agents travaillent dans des conditions précaires ? **L'UFAP UNSa Justice exige que les équipements nécessaires soient fournis au plus vite** ou qu'une solution transitoire soit décidée afin que ces locaux puissent être utilisés sans plus tarder.

Journée départementale et journée de cohésion : une nécessité pour les agents

Face à ces difficultés, une équipe de direction totalement renouvelée depuis un an, il est essentiel de permettre aux agents de souffler et de renforcer la cohésion des équipes. **L'UFAP UNSa Justice soutient pleinement l'organisation d'une journée départementale** dédiée aux échanges et à la concertation entre les personnels, **ainsi qu'une journée de cohésion, indispensable pour renforcer l'esprit d'équipe et le bien-être des agents**. Nous demandons que ces initiatives soient mises en place rapidement avec le soutien de l'administration.

Cette demande est remontée sur les trois antennes de façon unanime lors de notre visite, le 25 mars.

Label qualité en SPIP : un label « quantité » ni plus, ni moins !

L'administration pénitentiaire affiche une volonté de déployer un label qualité au sein des SPIP. La délégation des compétences de la Justice à des associations est loin de garantir un service public gratuit, impartial et équitable. Ce label n'est clairement pas un gage de qualité, l'administration attribuant elle-même ses labels sans contrôle d'un organisme extérieur. Quand on voit que la Sous-direction de l'Insertion et Probation (SDIP) de la DAP décrit ce label comme de « faible ambition », nous sommes en droit de douter du bien fondé de cette démarche.

L'UFAP UNSa Justice luttera toujours contre la privatisation de nos missions !

Une sécurité statique indispensable en milieu ouvert

Le public contraint en milieu ouvert a profondément évolué ces dernières années, avec une augmentation préoccupante des comportements violents à l'encontre des personnels. Pourtant, les dispositifs de sécurité n'ont pas suivi cette évolution. Il est impératif que l'administration pénitentiaire s'adapte sans délai en mettant en place des mesures de **sécurité statique, adaptées aux risques actuels**. Nos collègues ne peuvent plus continuer à exercer leurs missions dans des conditions où leur intégrité physique est mise en danger quotidiennement.

L'UFAP UNSa Justice exige des réponses claires et des moyens concrets pour garantir leur protection.

La prestation de serment ou comment toujours plus asservir nos collègues !

Pour l'UFAP Unsa Justice, la prestation de serment n'est qu'une mise en scène pour mieux contrôler les agents, et pouvoir en user, au besoin, dans le cadre de la procédure disciplinaire. Les agents sont déjà soumis au code de déontologie depuis 2011. Dans un cadre de surpopulation pénale historique, et de carence en effectifs, l'administration pénitentiaire met en permanence les personnels en danger. Cette nouvelle prestation de serment vient juste protéger l'inertie de l'Etat et va encore mobiliser les agents pour un effet de manche. Est-ce vraiment la priorité, alors que le professionnalisme, l'engagement quotidien de l'ensemble des personnels pénitentiaires n'est plus à démontrer et que les carences en déontologie ne sont pas du côté des agents mais bien de notre administration ?

En conclusion, l'UFAP UNSa Justice ne cessera de défendre les intérêts des agents et de dénoncer les carences qui nuisent au bon fonctionnement des services. Nous attendons de cette instance des réponses claires, et des engagements concrets.

Nous vous remercions pour votre attention.

Les représentants UFAP UNSa Justice au CSA SPIP 71.



Déclaration liminaire du CSA SPIP de Saône-et-Loire du 27 mars 2025.

Chalon-sur-Saône, le 27 mars 2025

Monsieur le Président,

L'UFAP UNSa Justice tient à ouvrir cette première séance du Comité Social d'Administration de l'année en rappelant que travailler en SPIP, c'est accompagner, contrôler, prévenir la récidive. Ce sont des missions essentielles de l'administration pénitentiaire. Pourtant, nos conditions de travail et notre reconnaissance statutaire ne sont pas à la hauteur des enjeux. Que vaut notre engagement si l'administration elle-même refuse de le reconnaître ?

Un budget insuffisant pour répondre aux besoins du terrain.

Le budget de l'administration pénitentiaire, et notamment celui alloué aux SPIP n'est pas suffisant. Les services doivent composer avec des moyens dérisoires pour assurer leurs missions. Cette situation engendre des conditions de travail dégradées, des équipements vétustes. Au SPIP 71, ça se voit dans les carences RH chez les personnels administratifs (PA) des trois antennes, les problèmes de sécurité dans les antennes de Mâcon et Chalon-sur-Saône (électricité à revoir, sas qui dysfonctionnent, véhicules vétustes non réparés, ...) et toujours pas de locaux meublés pour le milieu fermé. **Nous demandons des engagements concrets et un effort budgétaire** à la hauteur des enjeux sécuritaires et humains dans notre service.

Une carence en ressources humaines inacceptable chez les personnels administratifs :

La pénurie de personnels administratifs est un problème criant. Ces agents, véritables chevilles ouvrières de l'institution, sont constamment mis sous pression pour compenser un manque d'effectifs qui devient structurel. **L'UFAP UNSa Justice exige des recrutements rapides et adaptés** afin de garantir la continuité du service et d'éviter l'épuisement des personnels en place, surtout si tous les postes ne sont pas pourvus à l'issue de la mobilité. Il est primordial que le nombre de PA soit en adéquation avec le nombre de suivis. A Chalon, deux PA, aussi investies soit elles, ne suffisent pas vu le nombre de personnes suivies par le service. En attendant, nous attendons de votre part, que le mode dégradé soit en adéquation avec la réalité de leur quotidien. Que l'équité entre toutes les catégories d'agents soit faite, que l'équilibre vie professionnelle-vie privée soit préservé.

Absence de direction sur le milieu fermé : un vide préjudiciable

Nous dénonçons également l'absence de direction sur le milieu fermé, une situation qui engendre une perte de repères pour les agents, un manque de coordination et des difficultés organisationnelles majeures. Nous entendons que votre adjointe travaille sur deux postes à la fois, en assurant un intérim en milieu fermé. Il est impératif qu'une solution avec plus de présentiel à Varennes soit trouvée au plus vite afin de rétablir une gestion claire et efficace vis-à-vis des agents.

Des locaux livrés mais toujours inexploitable : une aberration !

Depuis trois mois, de nouveaux locaux ont été livrés pour le milieu fermé, et pourtant, les agents ne peuvent toujours pas les intégrer faute de mobilier. Cette situation est totalement inadmissible et nuit gravement aux conditions de travail des personnels. **Comment justifier que des espaces neufs et attendus restent vides**

aussi longtemps, alors que les agents travaillent dans des conditions précaires ? **L'UFAP UNSa Justice exige que les équipements nécessaires soient fournis au plus vite** ou qu'une solution transitoire soit décidée afin que ces locaux puissent être utilisés sans plus tarder.

Journée départementale et journée de cohésion : une nécessité pour les agents

Face à ces difficultés, une équipe de direction totalement renouvelée depuis un an, il est essentiel de permettre aux agents de souffler et de renforcer la cohésion des équipes. **L'UFAP UNSa Justice soutient pleinement l'organisation d'une journée départementale** dédiée aux échanges et à la concertation entre les personnels, **ainsi qu'une journée de cohésion, indispensable pour renforcer l'esprit d'équipe et le bien-être des agents**. Nous demandons que ces initiatives soient mises en place rapidement avec le soutien de l'administration.

Cette demande est remontée sur les trois antennes de façon unanime lors de notre visite, le 25 mars.

Label qualité en SPIP : un label « quantité » ni plus, ni moins !

L'administration pénitentiaire affiche une volonté de déployer un label qualité au sein des SPIP. La délégation des compétences de la Justice à des associations est loin de garantir un service public gratuit, impartial et équitable. Ce label n'est clairement pas un gage de qualité, l'administration attribuant elle-même ses labels sans contrôle d'un organisme extérieur. Quand on voit que la Sous-direction de l'Insertion et Probation (SDIP) de la DAP décrit ce label comme de « faible ambition », nous sommes en droit de douter du bien fondé de cette démarche.

L'UFAP UNSa Justice luttera toujours contre la privatisation de nos missions !

Une sécurité statique indispensable en milieu ouvert

Le public contraint en milieu ouvert a profondément évolué ces dernières années, avec une augmentation préoccupante des comportements violents à l'encontre des personnels. Pourtant, les dispositifs de sécurité n'ont pas suivi cette évolution. Il est impératif que l'administration pénitentiaire s'adapte sans délai en mettant en place des mesures de **sécurité statique, adaptées aux risques actuels**. Nos collègues ne peuvent plus continuer à exercer leurs missions dans des conditions où leur intégrité physique est mise en danger quotidiennement.

L'UFAP UNSa Justice exige des réponses claires et des moyens concrets pour garantir leur protection.

La prestation de serment ou comment toujours plus asservir nos collègues !

Pour l'UFAP Unsa Justice, la prestation de serment n'est qu'une mise en scène pour mieux contrôler les agents, et pouvoir en user, au besoin, dans le cadre de la procédure disciplinaire. Les agents sont déjà soumis au code de déontologie depuis 2011. Dans un cadre de surpopulation pénale historique, et de carence en effectifs, l'administration pénitentiaire met en permanence les personnels en danger. Cette nouvelle prestation de serment vient juste protéger l'inertie de l'Etat et va encore mobiliser les agents pour un effet de manche. Est-ce vraiment la priorité, alors que le professionnalisme, l'engagement quotidien de l'ensemble des personnels pénitentiaires n'est plus à démontrer et que les carences en déontologie ne sont pas du côté des agents mais bien de notre administration ?

En conclusion, l'UFAP UNSa Justice ne cessera de défendre les intérêts des agents et de dénoncer les carences qui nuisent au bon fonctionnement des services. Nous attendons de cette instance des réponses claires, et des engagements concrets.

Nous vous remercions pour votre attention.

Les représentants UFAP UNSa Justice au CSA SPIP 71.